



Réformer les institutions financières internationales pour promouvoir une croissance économique durable, le plein emploi et le travail décent

Déclaration du groupement Global Unions en vue des réunions du FMI et de la Banque mondiale

Washington, 18-20 octobre 2019

Introduction

1. La réponse des institutions financières internationales à la dernière crise a entraîné une vague de colère qui menace la démocratie. En dépit d'une perspective économique instable et de la reconnaissance des difficultés que pose le multilatéralisme, les changements opérés à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international sont hésitants et limités. Il faut réformer le multilatéralisme et créer un nouveau contrat social qui repose sur les éléments de l'Objectif de développement durable 8: promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. Les institutions financières internationales (IFI) devraient donner la priorité au plein emploi accompagné d'une protection minimale des travailleurs/euses afin d'assurer des emplois de qualité à toutes les personnes qui recherchent un emploi. Dans cet objectif, il faut cesser de promouvoir la déréglementation du marché du travail, la privatisation, les mesures d'austérité et la suppression des salaires. Ces politiques aggravent les inégalités, compromettent une croissance économique soutenue et favorisent le travail précaire. Le FMI et la Banque mondiale devraient aider les pays à réaliser des investissements publics et à renforcer les institutions du marché du travail, notamment les systèmes de négociation collective.

2. Dans la présente déclaration, le groupement Global Unions¹ propose des recommandations en vue d'atteindre ces objectifs et de réformer le multilatéralisme. L'action des IFI est nécessaire pour aider les pays à réduire leurs émissions de carbone afin de maintenir une hausse de la température mondiale en dessous de 1,5 degré centigrade, parallèlement à une transition juste pour les travailleurs/euses affectés par le changement climatique. Pour réduire les risques de récession économique mondiale ou de crise de la dette, le FMI devrait soutenir des politiques qui maîtrisent les comportements à risque dans le secteur financier et créer un mécanisme multilatéral

¹ Le groupement Global Unions regroupe les organisations suivantes: la Confédération syndicale internationale (CSI), qui compte 207 millions de membres dans 163 pays; les Fédérations syndicales internationales (FSI), qui représentent leurs secteurs respectifs au niveau syndical international (IBB, IE, IAEA, FIJ, IndustriALL, ITF, UITA, ISP et UNI); la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC).

contraignant de restructuration de la dette souveraine. Le groupement Global Unions appelle tout particulièrement à la création d'emplois de qualité et au respect des normes internationales de travail dans toutes les opérations de la Banque mondiale, y compris la 19^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale (IDA)².

Face à la menace d'une récession mondiale, il faut éviter les erreurs commises suite à la crise financière

3. Le ralentissement de la croissance mondiale persiste et les risques d'une récession mondiale augmentent. L'Allemagne, perçue pendant un moment comme la locomotive économique de l'Europe, entre dans une phase de croissance négative. Les tensions entre les États-Unis et la Chine se poursuivent sur fond de hausse des droits de douane et de menaces. Les tensions commerciales se répercutent le long des chaînes mondiales d'approvisionnement, ce qui porte préjudice aux flux commerciaux et aux décisions relatives aux investissements. L'incertitude autour du Brexit continue. La récession mondiale va probablement se prolonger et de nouvelles difficultés vont apparaître dans les économies de marché émergentes, ainsi que des tensions géopolitiques néfastes pour les prix des marchandises, et des modèles instables de commerce mondial.

4. La souplesse de la politique monétaire est le principal outil de stimulation depuis la fin des mesures de relance budgétaire de 2010, suite à la crise. De longues périodes de faibles taux d'intérêt ont donné lieu à la recherche de meilleurs rendements et à une augmentation des flux de capitaux spéculatifs transfrontaliers. Début 2018, la hausse passagère des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine a provoqué des sorties de capitaux des économies émergentes, ce qui a entraîné une volatilité des marchés des changes. Depuis, la Réserve fédérale a inversé la tendance et baissé les taux d'intérêt, tandis que la Banque centrale européenne a laissé entendre qu'elle garderait une attitude conciliante en matière de politique monétaire. Cette garantie a temporairement contribué à stopper les sorties de capitaux des marchés émergents, mais les risques sont maintenus en cas de nouvelles hausses des taux d'intérêt. Par ailleurs, le faible niveau des taux d'intérêt a généré une forte intensification de la dette du secteur privé, ce qui interroge sur la capacité du système financier mondial à résister à une récession.

5. Les IFI devraient se préparer à agir en évitant de répéter les erreurs commises après la dernière crise, qui sont à l'origine de l'actuelle vague d'indignation. La reprise faisant

² Ensemble des recommandations syndicales pour la reconstitution des ressources de l'IDA:
<<https://www.ituc-csi.org/ida-19>>.

suite à la crise financière mondiale n'est pas encore terminée à cause de ces erreurs, en particulier la décision du FMI de mettre prématurément fin à la relance budgétaire, conjuguée à une offensive contre la négociation collective. En octobre 2010, le groupement Global Unions a fait part de ses préoccupations à l'égard de la pression exercée par les IFI pour passer de la relance à l'assainissement budgétaire, en signalant que cela «compromettrait une reprise fragile et continuerait de maintenir un niveau de chômage important³.» Une double récession en Europe, des années de chômage élevé et une forte augmentation du travail précaire sont effectivement à déplorer. Pour les personnes qui travaillent, la crise n'est pas finie. Le mythe de l'austérité expansionniste – selon lequel un assainissement budgétaire rapide entraîne la croissance – s'est brisé, face aux prédictions de croissance du FMI constamment revues à la baisse pour les pays qui appliquaient les mesures d'austérité.

Une stratégie macroéconomique pour le plein emploi et le travail décent

6. Un nouveau directeur général du FMI peut mettre un terme au cercle vicieux de l'austérité et de la déréglementation, qui n'ont pas tenu leurs promesses en termes de résultats économiques et sociaux. Ces mesures sont les principales causes de la détérioration de la cohésion sociale et de la confiance, qui a alimenté une dangereuse réaction nationaliste et xénophobe. La déréglementation du marché du travail, ainsi que les attaques contre les coûts salariaux et les salaires minima dans le secteur public, sont des mesures qui découlent davantage d'une idéologie que d'éléments d'information probants. Ces mesures retardent la reprise économique en réduisant la demande; elles accentuent la tendance à la baisse de la part du revenu du travail, et accroissent les inégalités. Ces dernières années, le FMI a approuvé les Objectifs de développement durable, intensifié ses recherches sur les inégalités et s'est engagé à promouvoir la croissance inclusive. Les recherches du FMI ont révélé qu'un grand nombre des politiques qu'il encourageait favorisaient les inégalités. Malgré un changement de discours, les récents accords de prêt conclus entre le FMI et l'Argentine et l'Équateur reproduisent les mêmes modèles que par le passé et génèrent les mêmes résultats⁴. Au titre de ces accords de prêt, l'Argentine a financé la fuite des capitaux pendant que la pauvreté, la perte d'emplois et la faim s'aggravaient. L'économie et les dépenses

³ Groupement Global Unions, «Déclaration du groupement Global Unions aux Réunions annuelles de 2010 du FMI et de la Banque mondiale, Washington, du 9 au 11 octobre 2010» <<https://www.ituc-csi.org/declaration-du-groupement-global,7732>>.

⁴ CSI, «Doublant la mise sur une approche perdante: le programme du FMI en Argentine, un an plus tard», <<https://www.ituc-csi.org/doubler-la-mise-sur-une-approche>>.

Ibid., «The IMF returns to Ecuador», <<https://www.ituc-csi.org/the-imf-returns-to-ecuador>>.

sociales ont souffert des mesures d'assainissement budgétaire et, aujourd'hui, l'Argentine doit s'efforcer de restructurer sa dette. Il est grand temps de mettre en place un mécanisme de restructuration de la dette souveraine qui permettrait une restructuration ordonnée et équitable de la dette, à la place de l'actuel processus spécialement créé pour la circonstance, qui facilite les fonds voutours.

7. Pour respecter ses engagements à l'égard de la croissance inclusive, le FMI devrait soutenir un cadre macroéconomique axé sur la réalisation de l'Objectif de développement durable 8, en donnant directement la priorité au plein emploi et au travail décent, au lieu de reporter cet objectif à un moment ultérieur. La déréglementation du marché du travail et l'affaiblissement de la négociation collective ont entraîné une augmentation de l'emploi précaire, ce qui freine la demande globale dans l'économie et porte préjudice à la croissance. Sans institutions adaptées, le fait d'occuper un emploi n'est pas une garantie contre la pauvreté. Pour relancer un cercle vertueux de politiques susceptibles d'offrir une croissance inclusive et durable, il faudrait renforcer les institutions du marché du travail, favoriser les politiques nationales pour l'emploi, sauvegarder ou renforcer la négociation collective centralisée, et augmenter les investissements⁵. L'éducation demeure essentielle pour éliminer la pauvreté, les inégalités économiques et les inégalités entre hommes et femmes, et pour offrir un avenir durable. Les IFI, qui ont approuvé l'Objectif de développement durable 4, devraient soutenir une éducation publique libre, de qualité, accessible à tous et équitable.

Meilleure attention du FMI à l'égard de l'imposition des entreprises et de la réglementation financière à l'international

8. Davantage d'efforts peuvent être réalisés dans le traditionnel domaine du FMI en termes de stabilité économique mondiale et de questions budgétaires, plus précisément en ce qui concerne la promotion de mesures relatives à l'imposition des entreprises et à la réglementation financière au niveau international. Le paysage fragmenté de l'imposition des entreprises à l'international, auquel s'ajoute le problème des paradis fiscaux et de la concurrence contreproductive sur les taux d'imposition, fait obstacle à une croissance économique durable. Ce problème porte gravement préjudice aux travailleurs/euses des pays en développement, où les recettes fiscales perdues

⁵ OIT, «Time to Act for SDG8: Integrating Decent Work, Sustained Growth and Environmental Integrity», 2019, <https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---inst/documents/publication/wcms_712685.pdf>.

pourraient servir à accroître les investissements dans de solides systèmes publics d'éducation et de santé.

9. Le FMI a contribué au débat en publiant un intéressant document politique sur l'imposition des entreprises dans l'économie mondiale. À cet égard, le FMI devrait mettre davantage l'accent sur des solutions complètes. Le rôle fédérateur du FMI peut aider à créer une dynamique pour établir une imposition juste des entreprises transnationales, qui profitent depuis longtemps de la course aux taux les plus faibles et de l'omniprésence des paradis fiscaux. Dans les conseils politiques qu'il prodigue aux pays, le FMI devrait automatiquement dissuader de fixer des taux d'imposition sur les sociétés dans le but d'attirer les investissements étrangers en fragilisant les autres pays. Plus généralement, le groupement Global Unions exhorte le FMI à cesser de promouvoir une imposition régressive, telle que la taxe sur la valeur ajoutée. En revanche, le FMI devrait soutenir une taxe sur les transactions financières afin de diminuer la spéculation. Cette taxe éviterait que l'argent des caisses de retraite des travailleurs soit utilisé pour payer les frais des transactions des gestionnaires de fonds engagés dans des opérations excessives, et permettrait d'obtenir des revenus pour les biens publics mondiaux.

10. Dans le secteur financier, un comportement à risque présente une menace pour la stabilité économique mondiale, qui peut être aggravée, en outre, par les retards et les retours en arrière des réglementations. Les institutions «trop grandes pour faire faillite» pourraient interagir de manière dangereuse avec les turbulences de l'économie. Les systèmes bancaires parallèles, les institutions financières non bancaires et les entreprises de technologie financière peu réglementées se sont considérablement développés depuis la crise. Le FMI devrait plaider en faveur d'un contrôle international et national qui encourage la stabilité et les investissements productifs. Le groupement Global Unions fait part de son inquiétude face à l'autonomie croissante du secteur financier, en particulier la technologie financière non testée, au nom du développement. Dans les économies avancées comme dans les économies en développement, le FMI devrait s'attacher à promouvoir une réglementation responsable.

Politique industrielle assurant la transformation vers des économies sobres en carbone

11. Les conditions imposées par le FMI ne devraient pas restreindre les investissements visant à atténuer le changement climatique et à s'y adapter, et à opérer une transition juste vers une économie sobre en carbone. Outre les répercussions des conditions du FMI pour encourager la reprise et la croissance soutenue, la poursuite des pratiques actuelles limitera la capacité des pays à financer leurs projets de Contributions prévues

déterminées au niveau national (CPDN) dans le cadre de l'Accord de Paris. L'approche actuelle du FMI accorde une importance excessive au prix du carbone, ce qui en soi n'est pas suffisant pour faire aboutir la transformation économique et une transition juste et équitable. Le groupement Global Unions préconise l'utilisation d'une série d'interventions plus générales allant au-delà des mécanismes du marché, dont l'efficacité est limitée, telles que la surveillance du secteur financier, les mesures réglementaires et la politique industrielle propices à une économie sobre en carbone.

12. Des investissements à long terme dans l'économie réelle seront nécessaires pour transformer les économies et mettre en œuvre les projets de CPDN. Le récent document du FMI sur les stratégies climatiques propose des mesures utiles concernant les institutions financières, par exemple une surveillance qui porte sur l'évaluation durable des risques et sur la publication plus régulière de rapports sur le climat de la part des institutions financières. Un autre domaine prometteur est le soutien que le gouvernement apporte à la recherche et au développement. Le groupement Global Unions encourage une approche plus ambitieuse qui utilise la politique industrielle pour mettre en place une transition juste vers une économie sobre en carbone en temps opportun, et salue les discussions récemment tenues au FMI sur la politique industrielle⁶. Des incitations ciblées en matière de recherche et de développement en constituent une première étape importante. Cette action peut s'inscrire dans une stratégie de transformation industrielle plus générale – notamment dans le secteur financier et au niveau des infrastructures de qualité – suivant un calendrier et un programme établis de sorte à empêcher la double crise du climat et de l'économie mondiale.

13. Le groupement Global Unions demande aux IFI de soutenir des programmes intégrés pour financer les réductions d'émissions de carbone dans le but de ne pas dépasser 1,5 degré d'augmentation de la température. L'approche proposée pour les CPDN en ce qui concerne la reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA) est encourageante, en particulier le soutien au financement de la mise en œuvre et la dimension multipartite. La Banque mondiale devrait continuer d'agir pour une transition juste parallèlement à la conception et à la mise en œuvre des CPDN, dans les deux cas en apportant son soutien aux groupes de travail tripartites habilités à élaborer des feuilles de route en vue de la transformation et en veillant à ce que tous les travailleurs/euses bénéficient de droits de négociation collective. La mise en œuvre des CPDN implique de nombreux changements qui auront une incidence sur les économies

⁶ Document de travail du FMI n°19/74, «The Return of the Policy That Shall Not Be Named: Principles of Industrial Policy», <<https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2019/03/26/The-Return-of-the-Policy-That-Shall-Not-Be-Named-Principles-of-Industrial-Policy-46710>>.

et l'emploi au niveau local, et les travailleurs/euses devront participer au processus de décision.

Investissement multilatéral et public dans la résilience et la réaction à la crise

14. Les instruments financiers et les obligations émises après une catastrophe suscitent de plus en plus d'intérêt pour faire face aux effets dévastateurs des catastrophes naturelles, qui vont augmenter en raison du changement climatique. Le groupement Global Unions attire l'attention sur le lien profond qui existe entre le climat et la santé publique, avec la hausse des incidents de santé et de sécurité au travail liés à la chaleur, des épidémies et des effets des catastrophes naturelles sur la santé. Les obligations controversées émises par la Banque mondiale à travers son Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie offrent d'importants enseignements. Les obligations ont été émises pour contribuer au financement de l'aide au cas où une menace pour la santé publique mondiale apparaîtrait, du même ordre que la crise Ebola en 2014. Cet investissement sous la forme d'obligations a remporté un grand succès, mais le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie a relativement peu contribué à la crise Ebola qui a surgi en Afrique centrale, à cause des critères de versement qui n'ont pas été respectés, en dépit du fait que l'Organisation mondiale de la santé ait déclaré qu'il s'agissait d'une urgence sanitaire mondiale.

15. Les principales contributions de la Banque mondiale pour aider à combler les lacunes du financement lors de la crise Ebola proviennent de la source traditionnelle de l'Association internationale de développement (IDA), plus précisément du Guichet spécial de financement de ripostes à la crise (CRW). Ce mécanisme a été créé en 2009 pour mieux aider les pays à faible revenu à surmonter les crises économiques, et il a été élargi par la suite aux catastrophes naturelles et aux urgences de santé publique. Le groupement Global Unions soutient un financement ferme des mécanismes chargés de la prévention, des systèmes publics de santé et des réponses à l'urgence en temps opportun. Toutefois, les syndicats font part de leur préoccupation à l'égard du recours à des instruments financiers complexes, qui peuvent donner l'impression de fournir une réponse efficace à l'urgence alors qu'ils bénéficient avant tout aux investisseurs.

16. Les obligations émises dans le contexte d'une pandémie montrent les limites de ce type d'obligations, en particulier en ce qui concerne la nature imprévisible des menaces qui surviennent, les obstacles résultant de la conception des déclencheurs de paiement, et la question de la réalisation de bénéfices au nom de l'assistance aux personnes vulnérables. Privilégier les obligations pourrait réduire l'importance du financement de la prévention des pandémies et de la résilience climatique, notamment la mise en place à

long terme de systèmes publics de santé efficaces. Les obligations et l'ingénierie financière ne sont pas des raccourcis vers le financement de la résilience. Pour prévenir et remédier aux catastrophes, une réforme de la gouvernance internationale s'imposera, de même qu'un investissement multilatéral coordonné. Pour ce faire, les économies avancées, qui sont historiquement responsables de la plupart des émissions de carbone, devront aider les économies en développement à s'organiser pour atténuer le changement climatique et s'y adapter.

Politiques destinées à empêcher la violence sexiste et à réduire les inégalités entre hommes et femmes

17. Le groupement Global Unions encourage les IFI à analyser systématiquement l'effet des conseils politiques et des conditions de prêt sur les inégalités entre hommes et femmes. Les conditions de prêt et les conseils politiques des IFI ont tendance à favoriser une combinaison néfaste de réductions dans le secteur public et de déréglementation du marché du travail. Cette approche est manifeste dans le financement de la politique de développement de la Banque mondiale, qui propose des prêts qui soutiennent l'ajustement structurel. En Turquie, un prêt accordé au titre de la politique de développement a abouti à l'extension des contrats de travail temporaire, soi-disant pour stimuler la présence des femmes dans la main-d'œuvre. En Serbie, le financement de la politique de développement est à l'origine de considérables réductions de la main-d'œuvre du secteur public. En parallèle, les conseils politiques prodigués par le FMI dans le cadre d'un programme de prêt ont entraîné des baisses de salaire et un gel des embauches dans le secteur public⁷.

18. Les politiques que préconisent les IFI devraient être axées sur la sécurité économique des femmes, c'est-à-dire un accès égal aux emplois de l'économie formelle assortis de salaires décents, un environnement de travail sûr et sain, et des droits fondamentaux du travail. Le renforcement des institutions du marché du travail et des protections des travailleurs constituent les piliers de l'égalité de genre. La législation sur la protection de l'emploi, par exemple, permet de lutter contre la discrimination résultant de méthodes injustes de recrutement et de licenciement. Les mesures qui facilitent la flexibilisation du travail éliminent les protections et favorisent le travail précaire, qui porte préjudice à la qualité des emplois et aggrave le problème de la surreprésentation des femmes et des jeunes dans les emplois faiblement rémunérés, précaires et dangereux.

⁷ Bretton Woods Project, «The World Bank and gender equality: Development Policy Financing», août 2019, <<https://www.brettonwoodsproject.org/wp-content/uploads/2019/08/The-World-Bank-and-Gender-Equality-DPF-2.pdf>>.

Le FMI devrait mettre en œuvre ses recommandations sur les inégalités entre hommes et femmes et les inégalités économiques lorsqu'il impose des conditions et fournit des conseils politiques relatifs aux marchés du travail. Le groupement Global Unions appelle la Banque mondiale à élargir l'application de son Cadre environnemental et social au financement de la politique de développement. Ce secteur d'activité, qui représente environ un tiers des opérations de la Banque mondiale, est inutilement exclu du respect des mesures de sauvegarde liées aux prêts.

19. La nouvelle Convention n°190 de l'OIT constitue une feuille de route pour combattre la violence sexiste dans le monde du travail. Nous invitons la Banque mondiale à travailler en partenariat avec l'Organisation internationale du travail et les syndicats pour renforcer la prévention de la violence et du harcèlement au travail en adoptant les mesures décrites dans la Convention. Elle recense des méthodes interdépendantes destinées à prévenir, à dénoncer et à remédier à la violence sexiste et au harcèlement en s'appuyant sur la loi, les procédures incombant aux employeurs, la négociation collective et la participation constante des travailleurs/euses et de leurs syndicats. La Banque mondiale devrait intégrer la Convention n°190 dans les conseils politiques qu'elle donne aux pays, notamment en ce qui concerne ses engagements vis-à-vis de la reconstitution des ressources de l'IDA et de la prévention de la violence sexiste dans les projets de développement qu'elle finance. Le groupement Global Unions salue la publication d'une note sur la bonne pratique en matière de violence sexiste dans le financement d'importants travaux de génie civil. Sur la base de la Convention n°190, cette approche pourrait être étendue à tous les prêts. Le groupement Global Unions rappelle que les droits de liberté syndicale et de négociation collective pour les femmes qui travaillent doivent être au centre de tous les efforts déployés dans les projets de prêt pour prévenir, dénoncer et remédier à la violence sexiste et au harcèlement.

Recommandations pour réformer les institutions financières internationales

Le FMI et la Banque mondiale devraient:

- Soutenir une croissance durable et la réduction des inégalités en examinant les effets des conseils politiques et des prêts sur les revenus, la richesse et les inégalités de genre. Élaborer des mesures politiques alternatives lorsque les mesures proposées risquent d'accroître les inégalités.
- Privilégier la prospérité partagée et le rétablissement de la part du revenu du travail en promouvant les salaires décents, la négociation collective et le renforcement des institutions du marché du travail. Mettre fin à la promotion de la

déréglementation du marché du travail, à la décentralisation de la négociation collective et à la suppression des salaires.

- Veiller à ce que ses opérations respectent les normes internationales du travail de l'OIT et l'Objectif de développement durable 8.
- Fournir des investissements et des conseils politiques visant à renforcer une protection sociale universelle qui tienne compte de l'égalité des sexes, y compris les socles de protection sociale, dans le cadre d'une stratégie de promotion des emplois de qualité et de la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.
- Encourager une transition juste pour les travailleurs affectés par le changement climatique et le passage à une économie sobre en carbone. Promouvoir le dialogue social tripartite pour établir des plans de transition juste, et soutenir leur mise en œuvre en proposant un financement adapté.
- Soutenir la création d'un cadre multilatéral pour négocier des accords internationaux contraignants de restructuration de la dette pour les pays confrontés à des niveaux de dette souveraine insoutenable.

Le FMI devrait:

- Réexaminer le système de conditions requises et de programmes de prêt, en cessant de promouvoir des politiques qui aggravent le déclin de l'économie. Soutenir la reprise économique au moyen de mesures destinées à stimuler la demande globale, à créer de l'emploi, à renforcer la négociation collective et à accroître l'investissement public dans l'économie réelle.
- Favoriser la stabilité économique mondiale en encourageant la réglementation du secteur financier, plus particulièrement en ce qui concerne les systèmes bancaires parallèles et les groupes financiers «trop grands pour faire faillite».
- Promouvoir rapidement des mesures complètes à l'échelle internationale sur l'imposition des entreprises, l'érosion des bases d'imposition et le transfert de bénéfices. Soutenir des mesures telles que l'échange automatique d'informations, l'imposition progressive, et la mise en place de taxes sur les transactions financières pour décourager le comportement spéculatif et créer de nouvelles sources de revenu.

La Banque mondiale devrait:

- Analyser systématiquement les effets des prêts sur la qualité de l'emploi, à commencer par la 19^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA). Assurer un suivi rigoureux des conséquences sur le développement du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA pour garantir que la réorientation du financement soit propice au développement durable.
- Réaffirmer son double objectif. Rappeler que la prospérité partagée est définie comme une augmentation des revenus pour les 40% les plus pauvres de la population à un rythme plus rapide que le revenu moyen national, conformément aux Objectifs de développement durable. Mesurer et combattre la pauvreté en agissant sur le coût de la vie.
- Veiller à ce que le système de prêt soit parfaitement conforme aux normes internationales du travail. Élargir le Cadre environnemental et social à toutes les opérations de prêt, y compris pour le financement de la politique de développement.